



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Novembre 2022

Focus

Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts »

Principaux résultats

Trésorerie

Les dirigeants de PME / TPE font part d'une dégradation de leur trésorerie au cours des 3 derniers mois (solde d'opinion à -24 points). **Leur situation actuelle de trésorerie se détériore en conséquence, ainsi que l'opinion sur les perspectives de trésorerie à court terme** (le jugement sur la trésorerie actuelle se dégrade de 3 points, à -16 et l'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie future perd 4 points, à -21). Seuls 11 % des dirigeants rapportent une amélioration de leur trésorerie passée. 32 % des dirigeants font part d'une détérioration de leur trésorerie future (soit une hausse de deux points).

Investissement

Les intentions d'investissement continuent de diminuer ce trimestre. 49 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir ou ont investi en 2022, une proportion en baisse sur le trimestre (53 % au T3 2022) et sur un an (59 % au T4 2021 pour 2021). La part de ceux qui estiment que leurs dépenses d'investissement seront en hausse cette année (19 % d'entre eux) recule de 7 points. La part des dirigeants qui indiquent que leurs dépenses d'investissement sont ou seront en baisse dans le même temps progresse (33 %, +4 points). **Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, toujours de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement.**

Accès au crédit

Malgré le contexte de hausse des taux, les dirigeants font part de conditions d'accès au crédit qui restent globalement favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante est en hausse de deux points, à 18 %, se rapprochant ainsi des niveaux observés avant-crise. La proportion de dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements est stable, à 15 %, inférieure à son niveau atteint un an auparavant.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent de loin la première préoccupation des dirigeants de PME / TPE, citées par 59 % d'entre eux (-1 point sur le trimestre). **Les coûts et les prix trop élevés arrivent en deuxième position**, cités par 43 % des dirigeants (+2 points sur le trimestre et +15 points sur un an). Moins citées, **les contraintes de demande sont toutefois en hausse ce trimestre et significatives.** La part des dirigeants déclarant avoir des difficultés d'approvisionnement perd 4 points à 74 %. Les dirigeants s'attendent néanmoins à ce que ces difficultés se poursuivent : 41 % d'entre eux pensent qu'elles ne se résorberont pas avant au moins 1 an.

76 % des dirigeants ont augmenté ou prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022 (+15 points par rapport à septembre et +26 points par rapport à février). **Cette part s'élève à 64 % pour 2023.** Qu'elles aient augmenté ou non les salaires de leur collaborateurs, **l'évolution salariale moyenne dans les PME / TPE est de +3,9 % cette année et serait de +2,6 % pour 2023.**

58 % des dirigeants envisagent d'augmenter ou ont augmenté leurs prix de vente en 2022 (-2 points). **La hausse moyenne** (comprenant les PME / TPE ne prévoyant pas de hausse de prix) **est de +5,0 %.** **Pour 2023, ils sont 62 % à prévoir d'augmenter leurs prix pour une augmentation moyenne de +3,8 %.** 71 % des PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022.

38 % des PME / TPE interrogées et utilisatrices de gaz pensent ne pas être capable de réduire leur consommation de gaz à activité constante. La part s'élève à 35 % pour les produits pétroliers et 22 % pour l'électricité. C'est du côté de l'électricité que les économies d'énergie semblent les plus aisées à mettre en place : 56 % des PME / TPE utilisatrices pensent être en mesure de réduire leur consommation électrique sans incidence sur l'activité (vs 36 % pour le pétrole et 35 % pour le gaz). En revanche, seule une faible minorité de TPE / PME déclarent pouvoir réduire de 10 % ou plus leur consommation d'énergie sans impact sur leur activité (6 % pour le gaz, 10 % pour l'électricité et 11 % pour le pétrole) **24 % des dirigeants de PME / TPE ont réalisé des investissements « verts » ces trois dernières années et 35% comptent en réaliser dans les trois prochaines années, en majorité par conviction du dirigeant.**

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, **63 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité** (contre 57 % en septembre). **11 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année.** Une large majorité (80 %) pensent en revanche l'amortir sur plusieurs années. 9 % redoutent ne pas être en mesure de pouvoir le rembourser.

Focus PGE

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Salaires, prix et problématiques énergétiques

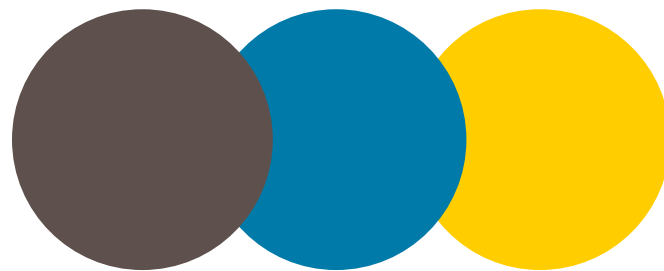
03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

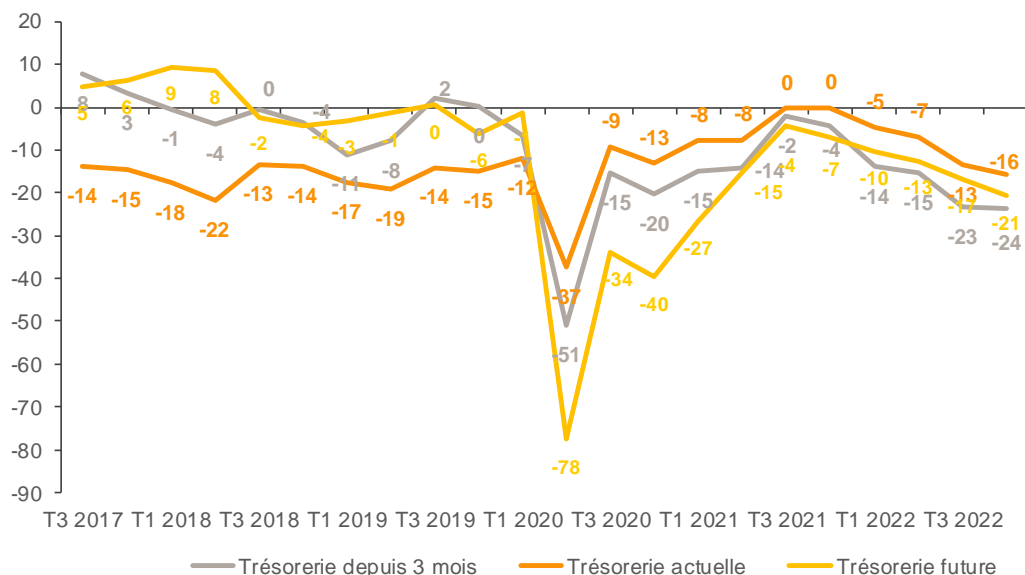


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Après une nette dégradation le trimestre précédent, le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur la situation de trésorerie des trois derniers mois est quasiment stable (-1 point à -24). 35 % des dirigeants indiquent qu'elle s'est dégradée tandis que 11 % mentionnent une amélioration.

En revanche, l'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE se détériore plus nettement (-3 points, à -16); elle est désormais à un niveau inférieur mais proche de la moyenne historique (-14 sur 2017-2021).

Les dirigeants anticipent une poursuite de la détérioration de leur situation de trésorerie à court terme, l'indicateur perdant 4 points à -21, nettement sous sa moyenne de long-terme (-10 sur 2017-2021). 32 % des dirigeants craignent une détérioration de leur trésorerie dans les 3 prochains mois (+2 points sur un trimestre).

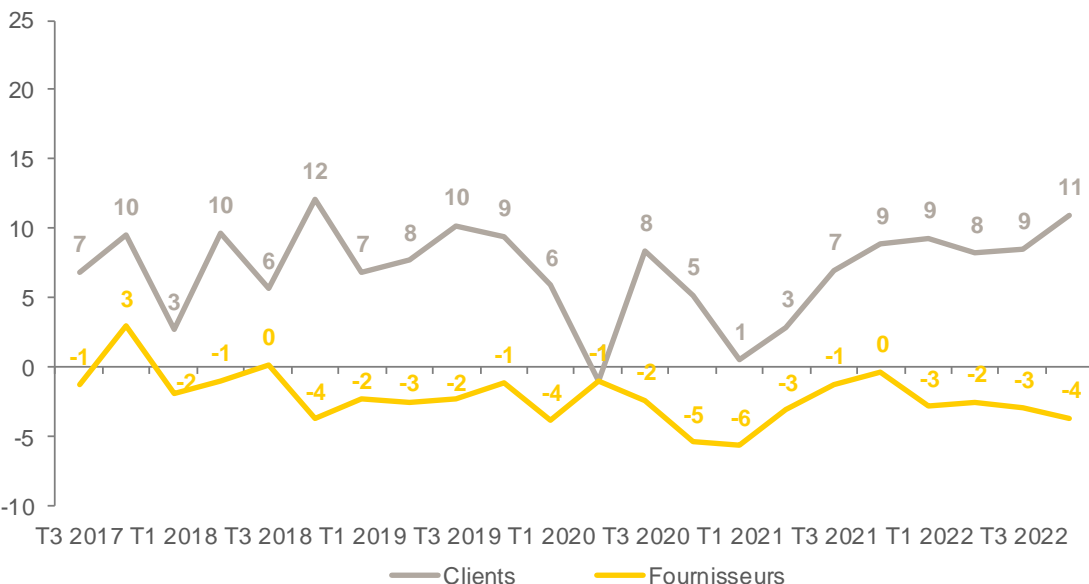
🚩 De nombreux dirigeants s'inquiètent au sujet de l'évolution de la trésorerie de leur entreprise à court terme, dans un contexte de crise énergétique et de récession attendue cet hiver dans plusieurs pays européens.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Le solde d'opinion relatif aux délais de paiements des clients augmente de deux points tandis que celui relatif aux fournisseurs perd un point sur le trimestre.

👉 Si les évolutions susmentionnées sont relativement modérées, le « solde commercial »* subi par les PME / TPE est en hausse (de trois points).

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

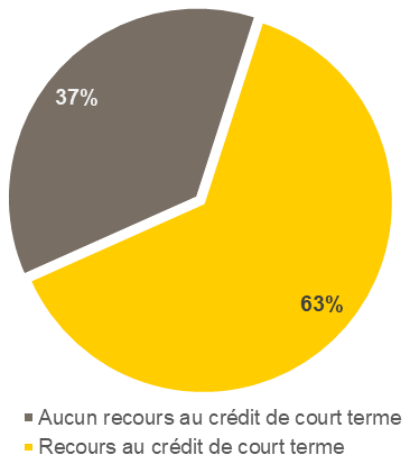
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante est stable ce trimestre : 63 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau toujours nettement inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

% des répondants

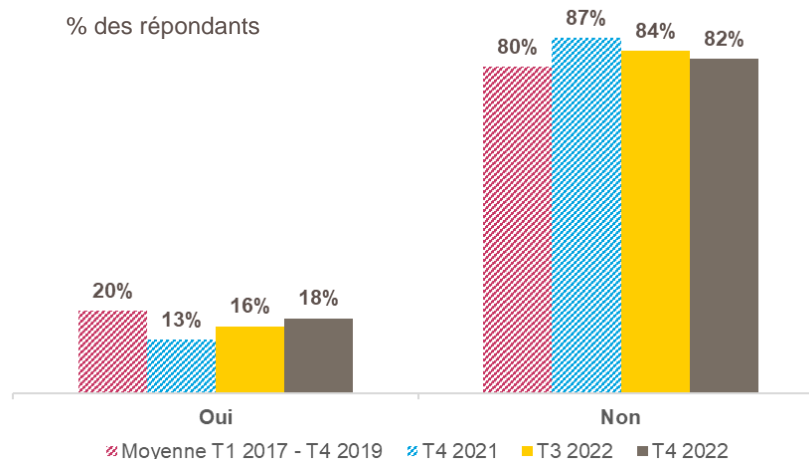


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, **18 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant**, une proportion en hausse de deux points sur le trimestre et de cinq points sur un an, retrouvant le niveau d'avant crise-Covid (18% en moyenne sur 2018-2019).

👉 L'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises est resté plutôt aisé ces derniers mois.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

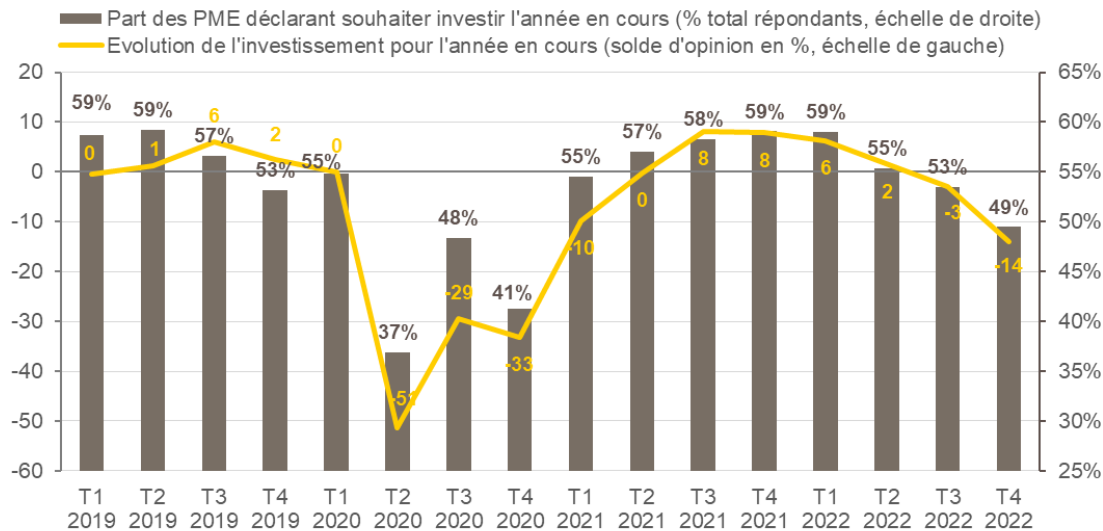
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre 2022, les intentions d'investissement poursuivent leur recul : 49 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir ou ont investi en 2022, une proportion en baisse sur le trimestre (53 % au T3 2022) et sur un an (59 % au T4 2021, pour l'année 2021).

La part des dirigeants de PME / TPE qui estiment que leurs dépenses d'investissement sont en hausse ou augmenteront cette année (19 %) perd 7 points sur le trimestre. Il y a nettement plus de dirigeants qui indiquent que leurs dépenses d'investissement sont en baisse ou diminueront (33 %, soit + 4 points sur le trimestre). Au total le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis est en nette baisse : -11 points sur le trimestre à -14, au plus bas depuis fin 2020 et largement sous la moyenne observée avant crise sanitaire (+7 sur la période T1 2017 – T4 2019).

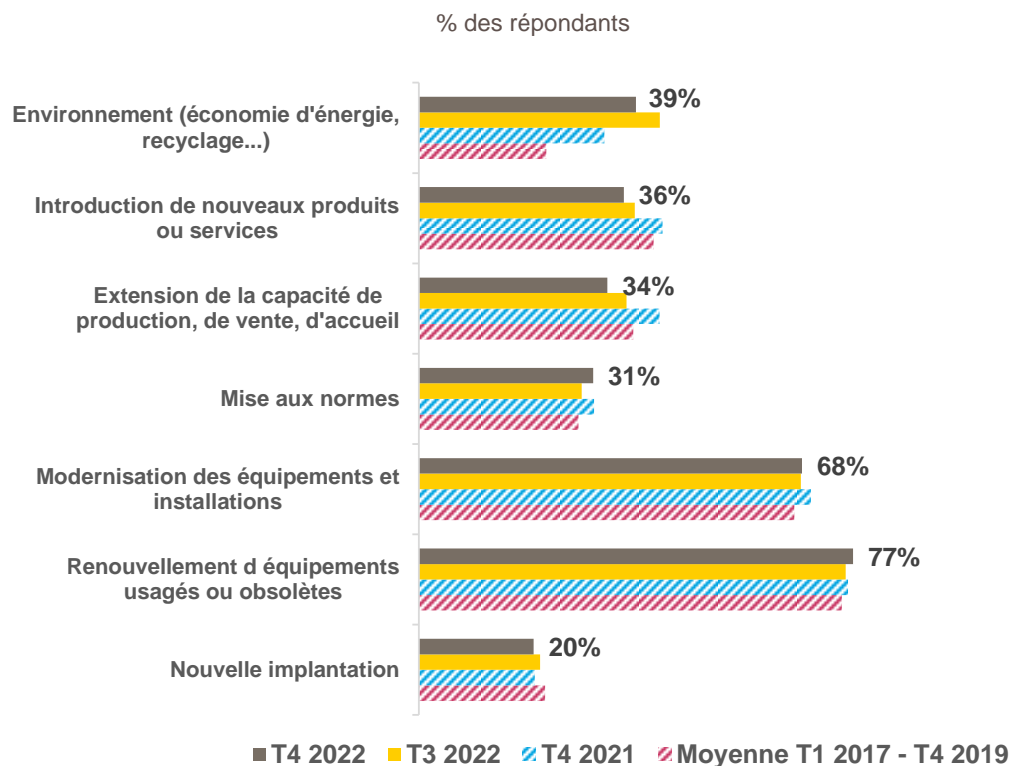
↳ Les intentions d'investissement des PME / TPE continuent de fléchir, sans doute pénalisées par les craintes liées à la crise énergétique et à la perspective d'une probable récession de la zone euro à court terme. Selon la Banque de France, l'investissement des entreprises ralentirait nettement en 2022 * : +1,8 % dans le scénario de référence, après une hausse de près de 12 % en 2021.

*Voir « [Projections macroéconomiques - septembre 2022](#) », Banque de France

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2022

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont toujours, de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement. La part des dirigeants de PME / TPE qui citent le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes est quasi-stable (77 %), tout comme celle de ceux évoquant la modernisation (68 %).

Le motif environnemental (qui inclut l'objectif d'économie d'énergie) est toujours la troisième raison invoquée, même si sa part recule un peu (-4 points sur le trimestre). 39 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement, soit une proportion qui reste largement au-dessus de sa moyenne historique de 25% sur 2017-2021, dans un contexte de hausse des prix de marché du gaz et de l'électricité, même si une détente a pu avoir lieu.

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production (cités par resp. 36 % et 34 % des dirigeants, des proportions encore en baisse sur le trimestre).

Les objectifs de mise aux normes et de nouvelle implantation sont toujours évoqués par environ 30 % des dirigeants ce trimestre.

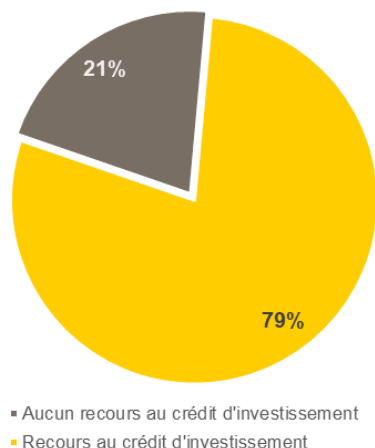
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

79 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2022 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion en hausse de 4 points ce trimestre mais toujours inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).

% des répondants

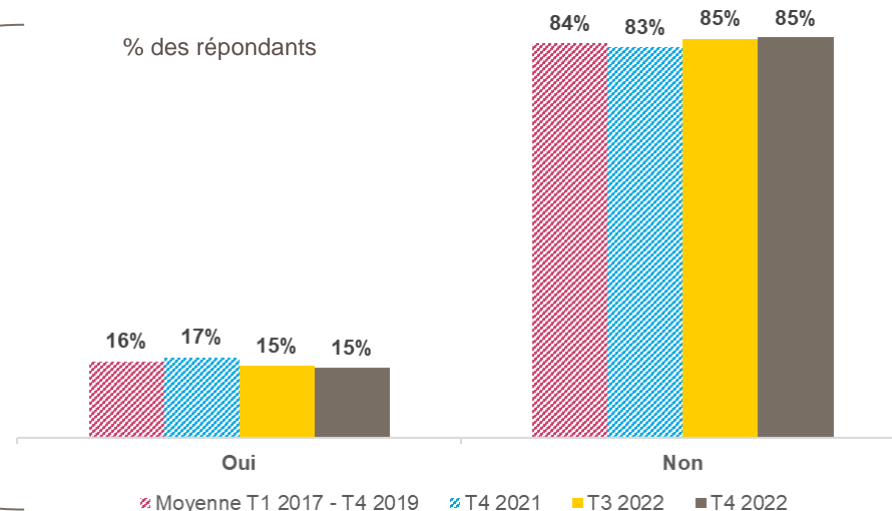


Base : Répondants comptant investir en 2022
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Cette proportion est stable par rapport au trimestre précédent et légèrement inférieure (de deux points) à son niveau d'il y a un an.

↳ L'enquête trimestrielle auprès des banques sur la distribution du crédit (BLS)* montre que les banques françaises ont assoupli les conditions d'octroi du crédit au 3^e trimestre, contrairement aux banques allemandes, espagnoles ou italiennes.

% des répondants



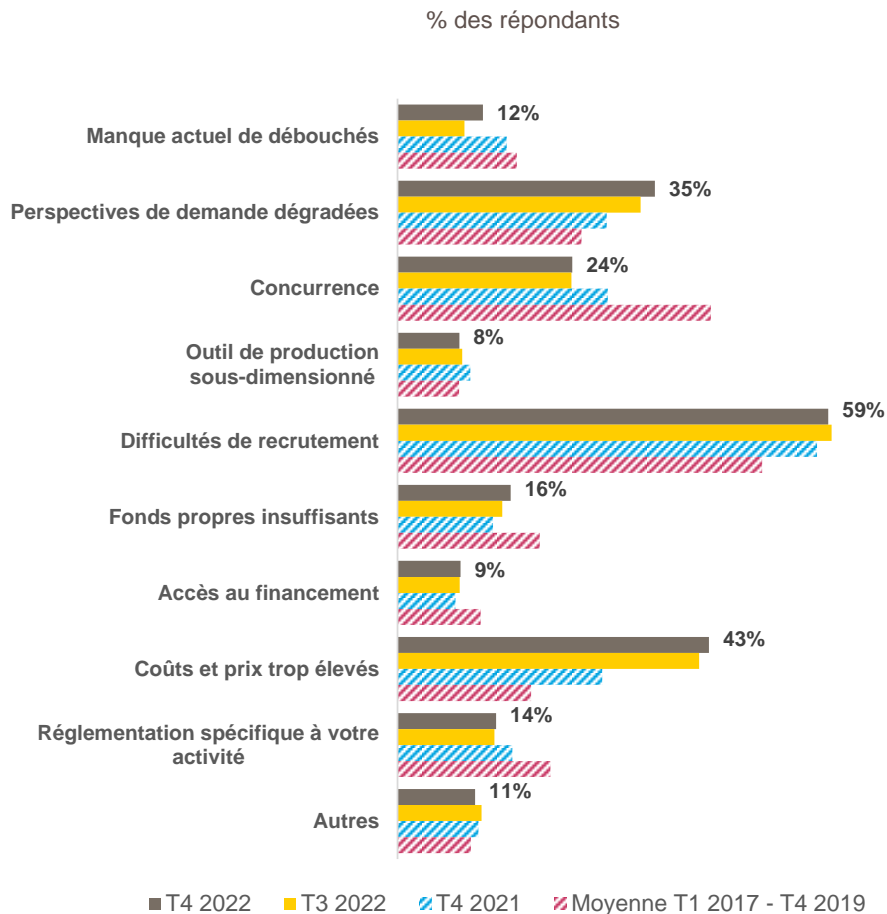
Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2022
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Voir « [The euro area bank lending survey – Third quarter of 2022](#) », BCE

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement sont quasi-stables ce trimestre et restent de loin la première préoccupation des chefs d'entreprises, citées comme un frein à l'activité par 59 % des dirigeants de PME / TPE.

Les coûts et les prix trop élevés, toujours en deuxième position sont cités par 43 % des dirigeants de PME / TPE (+2 points sur le trimestre et +15 points sur un an).

Les contraintes de demande sont moins souvent citées mais en hausse ce trimestre. Les perspectives de demande dégradées contraignent l'activité de 35 % des dirigeants, une proportion en hausse de 2 points. En baisse depuis un an, le manque de débouchés est un peu plus évoqué par les dirigeants de PME / TPE ce trimestre (par 12 % d'entre eux, soit 3 points de plus que le trimestre précédent).

Le niveau de la concurrence concerne toujours 24 % des dirigeants des PME / TPE, une proportion stable. La part des chefs d'entreprise qui mentionnent des fonds propres insuffisants comme frein à leur activité progresse de 2 points. Elle concerne 16 % d'entre eux.

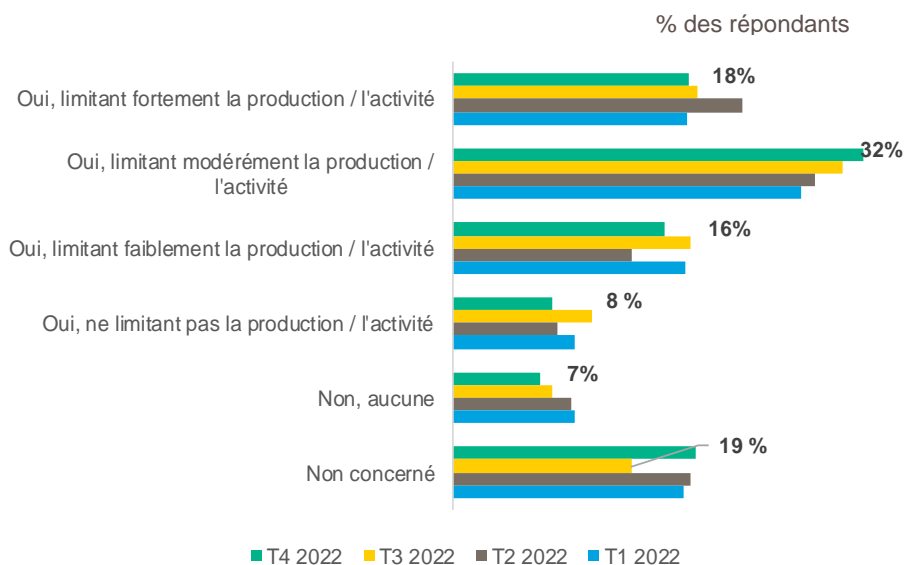
Freins à la croissance (2/2)



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

74 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement, soit 4 points de moins qu'au trimestre précédent. 7 % n'y sont pas confrontés et 19 % (soit 5 points de plus que le trimestre précédent) se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

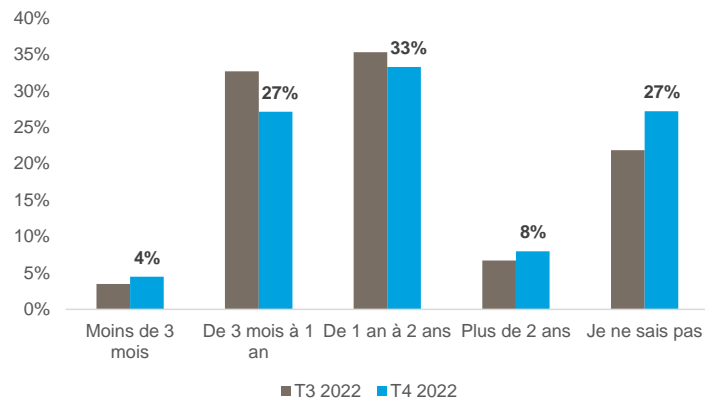
La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent leur activité est quasi-stable à 67% (-1 point). De même, la part de celles jugeant qu'elles limitent fortement leur activité ne recule que d'un point à 18 %.



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **45 %** (soit une diminution de 5 points par rapport au trimestre précédent) **considèrent qu'elles restent inchangées ces trois derniers mois.** La part de ceux qui considèrent qu'elles se sont intensifiées augmente quelque peu (+3 points, à 47 %). Seuls 8 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois.

Les dirigeants s'attendent à ce que ces difficultés se poursuivent : 41 % d'entre eux pensent qu'elles ne se résorberont pas avant au moins 1 an. 32 % des dirigeants anticipent à l'inverse leur résorption d'ici 1 an. La part des dirigeants dans l'incertitude est en hausse (27 % après 22 %).



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

**Focus – Salaires, prix,
problématiques
énergétiques et
investissements
« verts »**



Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (1/7)



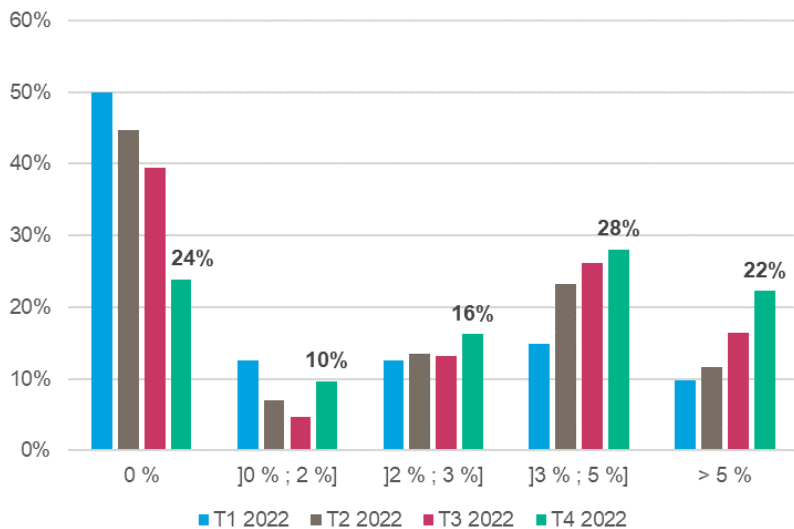
- Avez-vous ou envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2022 ?
- Si oui, quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2022 ?

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2022



76 % des dirigeants prévoient d'augmenter ou ont augmenté le salaire de leurs collaborateurs en 2022. Cette proportion est en hausse de 15 points par rapport à septembre et de 26 points par rapport à février. Les PME d'au moins 10 salariés sont plus nombreuses à envisager d'augmenter ou avoir augmenté les salaires cette année (89 % d'entre elles l'envisagent ou l'ont fait contre 74 % pour les TPE de 1 à 9 salariés).

Augmentation des salaires prévue en 2022



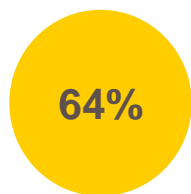
L'évolution salariale moyenne au sein des PME / TPE, qu'elles aient augmenté ou non les salaires de leur collaborateurs (ou qu'elles aient prévu de le faire), serait de **+3,9 % en 2022***, soit davantage qu'anticipé en septembre (+3,1 %) et février (+2,2 %) derniers. En particulier, 50 % des dirigeants prévoient ou ont effectué des augmentations salariales pour 2022 supérieures à 3 %, soit 7 points de plus qu'il y a 3 mois et 25 points de plus qu'en début d'année. Parmi eux, 22 % tablent sur une hausse moyenne de plus de 5 % (contre 10 % en début d'année).

Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (2/7)



- Envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2023 ?
- Si oui, quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2023 ?

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2023

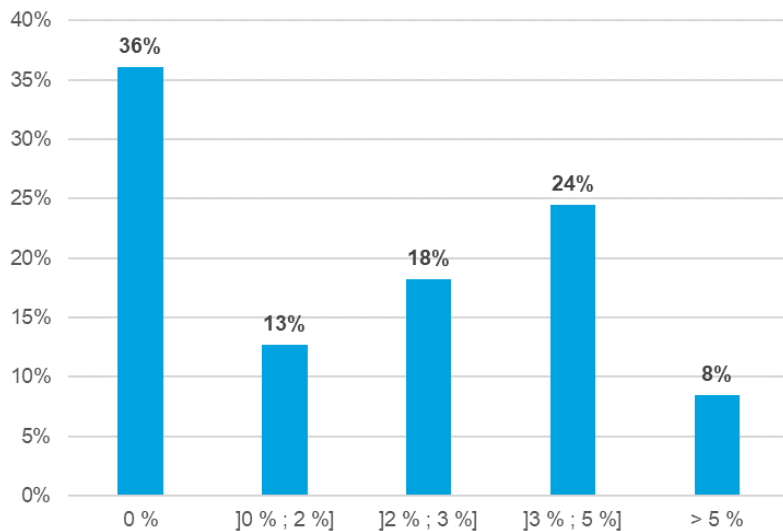


Novembre 2022

64 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2023.

Les PME d'au moins 10 salariés sont plus nombreuses à envisager d'augmenter les salaires cette année (80 % contre 61 % pour les TPE de 1 à 9 salariés).

Augmentation des salaires prévue en 2023



L'évolution salariale moyenne au sein des PME / TPE, qu'elles aient prévu ou non d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs, serait de +2,6 % en 2023*.

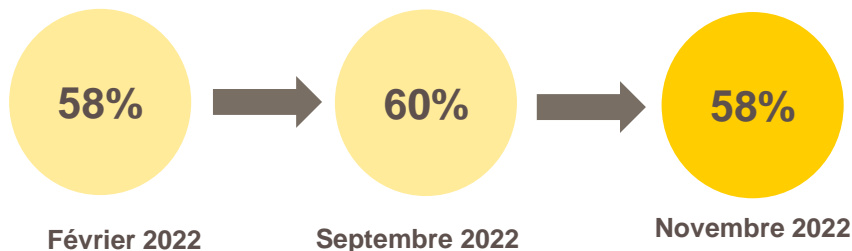
En particulier, 33 % des dirigeants prévoient des augmentations salariales pour 2023 supérieures à 3 % et 8 % tablent sur une hausse moyenne de plus de 5 %.

Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (3/7)



- En moyenne sur l'année 2022, diriez-vous que vos prix de vente ont été, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2021 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2022

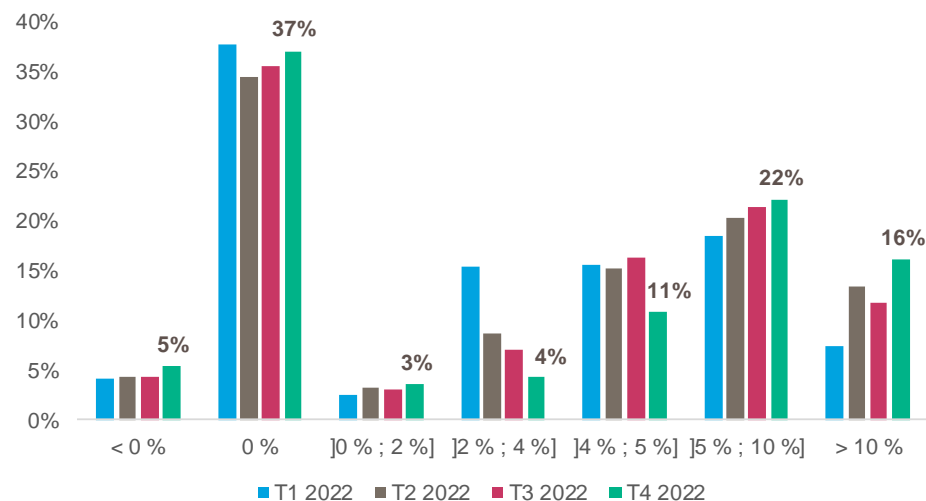


58 % des dirigeants prévoient d'augmenter ou ont augmenté leurs prix de vente en 2022. Cette proportion est en baisse de deux points par rapport au trimestre précédent. 37 % prévoient de maintenir leurs prix inchangés et 5 % de les baisser.

71 % des PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022 (contre 20 % pour celles ne déclarant pas de difficultés pour s'approvisionner).

L'augmentation moyenne des prix anticipée pour cette année, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est quasi-identique à celle attendue le trimestre précédent : **+5,0 %* contre +4,9 % anticipé fin août-début septembre.** En particulier, 16 % des dirigeants anticipent une hausse de leurs prix de vente supérieure à 10 % (contre 12 % en septembre).

Évolution des prix de vente prévue en 2022

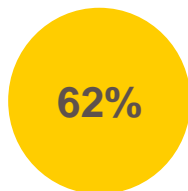


Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (4/7)



- En moyenne sur l'année 2023, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2022 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2023

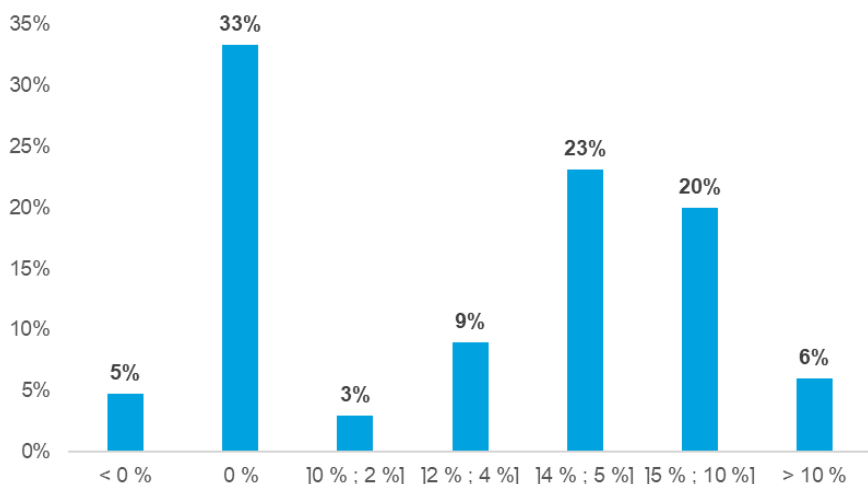


Novembre 2022

Interrogés durant la deuxième quinzaine d'octobre 2022, **62 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2023.**

L'augmentation moyenne des prix anticipée pour l'année prochaine, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est de **+3,8 %***. En particulier, 23 % des chefs d'entreprise anticipent une augmentation de leurs prix de vente comprise entre 4 et 5 % et 20 % d'entre eux entre 5 et 10 %. Une hausse des prix de vente supérieure à 10 % est anticipée par 6 % des dirigeants.

Évolution des prix de vente prévue en 2023

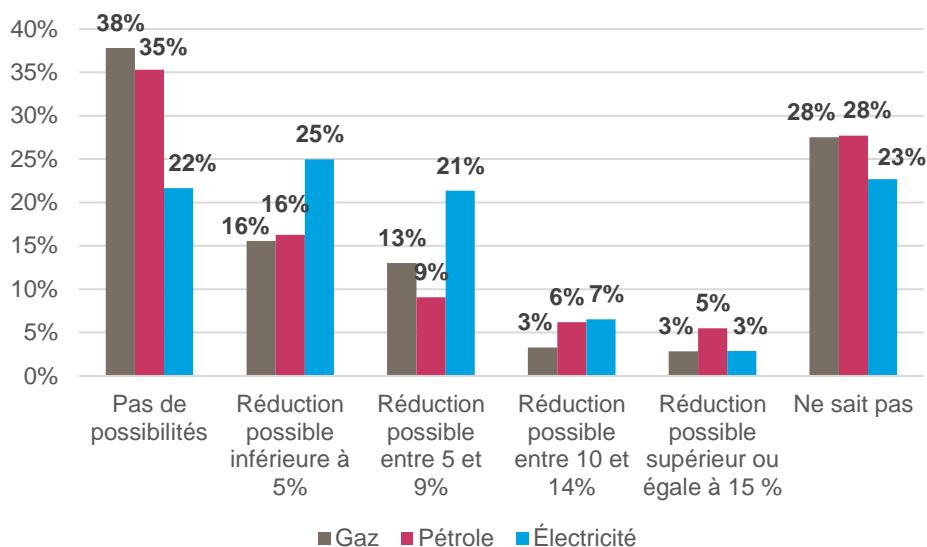


Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (5/7)



- À production / activité constante, de combien pensez-vous pouvoir réduire votre consommation d'énergie (gaz/ électricité/ pétrole)?

Ampleur de la réduction de consommation d'énergie jugée possible à activité / production constante



Une réduction contrainte de la consommation de gaz affecterait la production de plus d'un tiers des TPE/PME utilisatrices de cette source d'énergie. En effet, parmi ces dernières, 38 % ne jugent pas possible de réduire leur consommation de gaz à activité constante. C'est 35 % pour le pétrole et 22 % pour l'électricité. C'est du côté de l'électricité que les économies d'énergie semblent les plus aisées à mettre en place : 56 % des PME / TPE utilisatrices pensent être en mesure de réduire leur consommation électrique sans incidence sur l'activité (vs 36 % pour le pétrole et 35 % pour le gaz). En revanche, seule une faible minorité de TPE / PME déclarent pouvoir réduire de 10 % ou plus leur consommation d'énergie sans impact sur leur activité (6 % pour le gaz, 10 % pour l'électricité et 11 % pour le pétrole).

Quelle que soit la source d'énergie, environ 1/4 des PME /TPE concernées sont dans l'incertitude.

👉 **L'énergie dont il serait le plus facile de réduire la consommation pour les PME / TPE apparaît être l'électricité.**

Base : PME consommatrices de gaz et/ou électricité et/ou pétrole

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Note de lecture: Parmi les TPE/PME utilisant du gaz (38 % de l'échantillon), 38% pensent ne pas pouvoir réduire leur consommation de gaz à activité constante.

Parmi les TPE/PME utilisant de l'électricité (88 % de l'échantillon), 22% pensent ne pas pouvoir réduire leur consommation de gaz à activité constante.

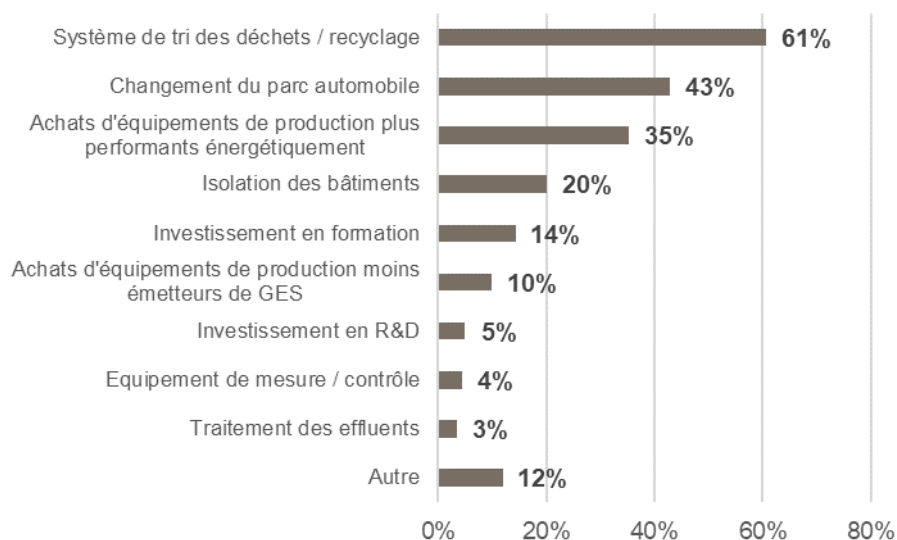
Parmi les TPE/PME utilisant du pétrole (50 % de l'échantillon), 35% pensent ne pas pouvoir réduire leur consommation de gaz à activité constante.

Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (6/7)



- Ces trois dernières années, avez-vous réalisé des investissements « verts » (réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion des déchets, protection de la biodiversité, etc.)?
- Ces trois dernières années, vers quelles destinations principales vos investissements « verts » étaient consacrés?

Destinations des investissements « verts » durant les trois dernières années



24 % des dirigeants de PME / TPE ont réalisé des investissements « verts » ces trois dernières années. Ces investissements « verts » étaient destinés en particulier :

- à un système de tri des déchets ou de recyclage (61 %)
- au changement du parc automobile (43 %)
- à des équipements plus performants énergétiquement (35 %).

Base : Ensemble des PME

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Salaires, prix, problématiques énergétiques et investissements « verts » (7/7)



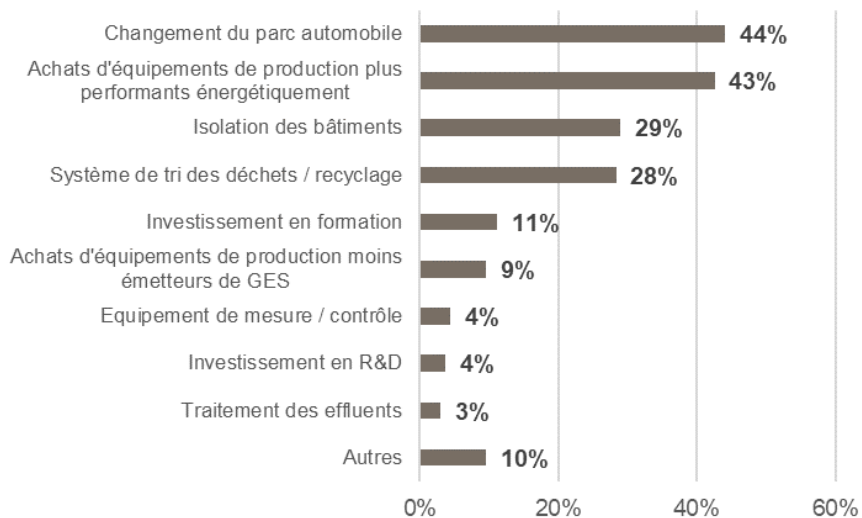
- Ces trois prochaines années, comptez-vous réaliser des investissements « verts » (réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion des déchets, protection de la biodiversité, etc.)?
- Ces trois prochaines années, vers quelles destinations principales vos investissements « verts » seront consacrés?
- Pourquoi avez-vous fait ou comptez-vous faire ces investissements « verts » ?

35 % des dirigeants de PME / TPE comptent réaliser des investissements « verts » ces trois prochaines années.

Ces investissements « verts » concerneront en premier lieu les motivations suivantes :

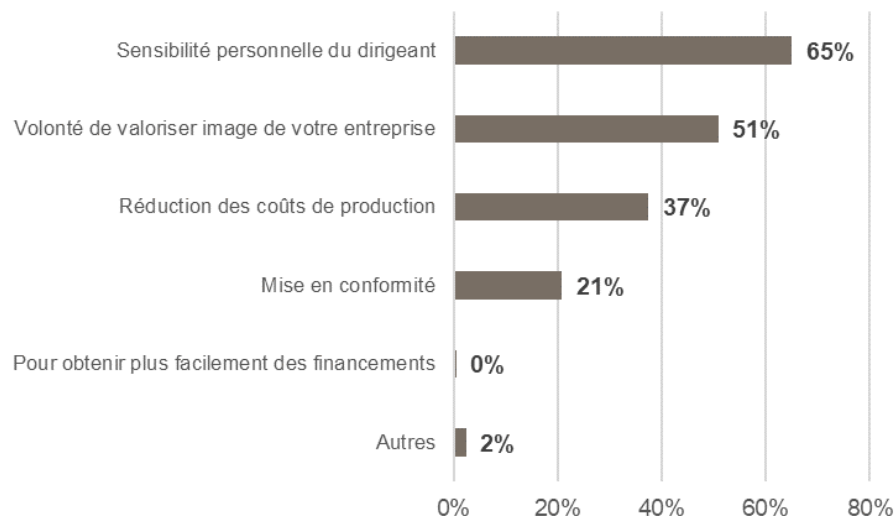
- 44 % voudraient changer leur parc automobile.
- 43 % comptent acheter des équipements plus performants énergétiquement.
- 29 % souhaiteraient améliorer l'isolation des bâtiments.

Destinations des investissements « verts » envisagés



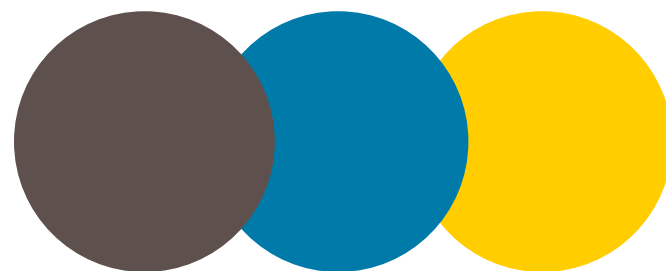
65 % de ces investissements « verts » passés ou futurs ont été motivés par la sensibilité personnelle du dirigeant. 51 % ont été effectués ou le seront pour des raisons de valorisation de l'image de l'entreprise et 37 % pour réduire les coûts de production. Le motif de mise en conformité ne concernait ou ne concernera que 21 % des investissements « verts ».

Raisons des investissements verts « passés » et « futurs »



03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



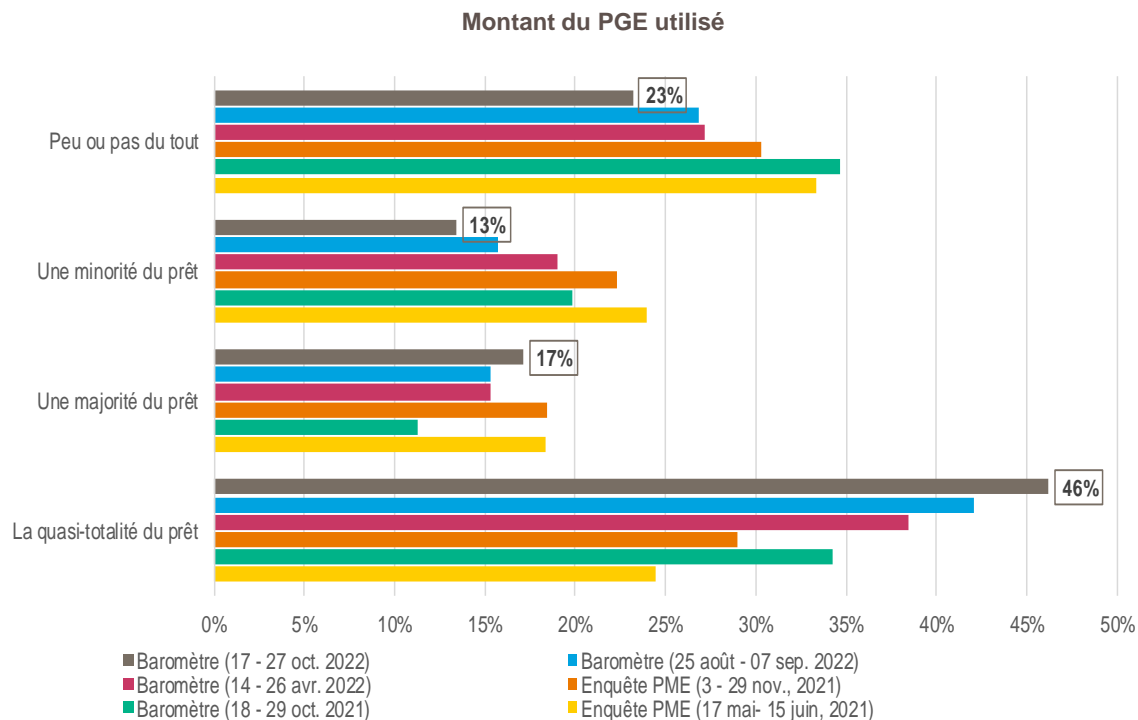
Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)



- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Parmi les 63 % des PME / TPE répondantes ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État, 63 % ont utilisé plus de la moitié du montant accordé (57 % dans l'enquête réalisée en septembre), dont 46 % ont utilisé la quasi-totalité de leur prêt, une proportion logiquement en hausse continue (42 % il y a 3 mois).

13 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et 23 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE (une proportion en recul de trois points par rapport au trimestre précédent).



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

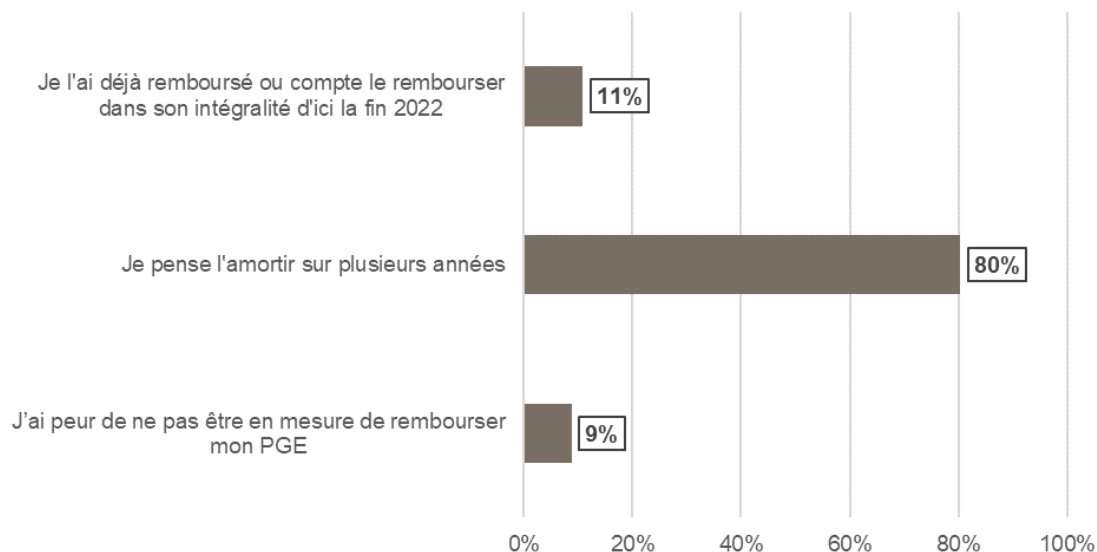
11 % des dirigeants interrogés et ayant obtenu un PGE l'ont déjà remboursé dans son intégralité ou comptent le rembourser intégralement d'ici la fin de cette année.

Une large majorité de dirigeants comptent l'amortir sur plusieurs années (80 % d'entre eux).

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE s'établit à 9 %. Elle est en hausse de deux points par rapport au trimestre précédent.

🔗 A titre de comparaison, les résultats de la dernière enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab* auprès des PME / TPE, basés sur un échantillon plus important, font part d'une proportion un peu plus faible de dirigeants craignant ne pas pouvoir rembourser leur PGE (6 %). Ces résultats seront actualisés dans 2 mois.

Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 164 dirigeants de PME/TPE du 17 au 27 octobre 2022. L'analyse en première partie porte sur les 554 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 545 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les difficultés d'approvisionnement, les hausses de prix et salaires, les problématiques énergétiques, les investissements « verts » et le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

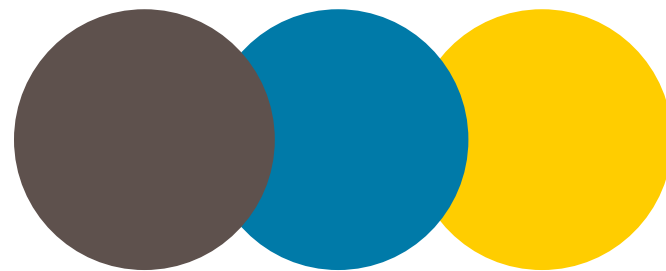
Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode